

**CONSULTATION PUBLIQUE N°2019-006 DU 27 MARS 2019
RELATIVE À LA STRUCTURE DU PROCHAIN TARIF D'UTILISATION
DES RÉSEAUX DE TRANSPORT DE GAZ NATUREL DE GRTGAZ ET
TEREGA**

Réponses d'ENGIE

Date : 30 avril 2019

Question 1 Partagez-vous le bilan de la CRE sur le dimensionnement des réseaux français de transport de gaz naturel et sur la nécessaire prudence dans le lancement de nouveaux projets d'investissement ?

ENGIE partage l'analyse de la CRE selon laquelle le réseau est correctement dimensionné, en particulier pour les capacités d'entrée et de sortie du territoire national. ENGIE partage donc la préoccupation de la CRE de limiter les futurs investissements, bien que des investissements d'adaptation du réseau ou de renouvellement puissent être nécessaires.

Question 2 Etes-vous favorable au maintien du calendrier tarifaire actuel d'avril à avril, à l'exception des termes tarifaires applicables aux PIR qui évolueraient au 1er octobre de chaque année ?

ENGIE est favorable à l'évolution proposée pour les tarifs aux PIR, afin que le coût complet des produits commercialisés aux enchères annuelles soit connu à l'avance.

Question 3 Etes-vous favorable au maintien de la classification des réseaux, principal et régional, envisagée par la CRE ?

ENGIE partage la proposition de la CRE de maintenir un équilibre entre recettes et charges sur chaque catégorie de réseau. Cet équilibre peut être recherché sur une période tarifaire. ENGIE préconise que le bilan des charges et recettes effectives de la période tarifaire précédente soit effectué, et que les déséquilibres éventuels soient reportés sur la période suivante.

Question 4 Etes-vous favorable au maintien de la classification de la compensation stockage envisagée par la CRE ?

ENGIE est favorable à ce que la CRE classifie la compensation stockage comme un service annexe.

Question 5 Etes-vous favorable au maintien des principes de tarification (tarification à la capacité, selon un modèle entrée-sortie) et de péréquation en vigueur dans le tarif ATRT6 ?

ENGIE est favorable au maintien des principes de tarification retenus pour l'ATRT6, qui sont cohérents avec les préconisations des codes de réseaux européens et en particulier du code tarifs.

Question 6 Etes-vous favorable à conserver globalement la répartition entrée/sortie actuelle ?

ENGIE est favorable à la proposition de la CRE, qui est cohérente avec le code de réseau européen sur les tarifs et qui respecte le principe de continuité.

Question 7 Etes-vous favorable aux principes de tarification envisagés par la CRE pour le réseau principal ?

ENGIE souhaite apporter quelques commentaires sur les principes de tarification envisagés par la CRE.

ENGIE est favorable à ce que la méthode tarifaire retenue s'applique à l'ensemble des points du réseau principal.

Pour les points d'entrée, ENGIE souhaite une continuité du tarif appliqué aux PITTM. La justification fournie par la CRE, concernant la destination principale du gaz émis sur ces points, nous semble cependant s'appliquer avec encore plus d'acuité sur le point d'entrée Taisnières B, que la CRE n'aborde pas dans sa consultation.

Pour les points de sortie, ENGIE est en désaccord avec la tarification proposée de la sortie Virtualys (ex-Alveringem).

ENGIE considère qu'il faut différencier :

- Le service de transport de Dunkerque LNG à Alveringem, rendu par GRTgaz à Fluxys, qu'il est légitime de facturer sur la base des coûts d'investissements ;
- La capacité de sortie vers la Belgique à Virtualys, qui ne peut être en rien distinguée des autres capacités de sortie vers les pays voisins, pour laquelle la méthode tarifaire doit s'appliquer conformément à l'article 6 du code de réseau européen sur les tarifs.

Question 8 Etes-vous favorable à la requalification du PIR Jura en PIRR ?

ENGIE est favorable à la proposition de la CRE.

Question 9 Etes-vous favorable au maintien des rabais tarifaires envisagés par la CRE pour les capacités interruptibles ?

ENGIE est favorable au maintien des rabais proposés, qui reflètent correctement la disponibilité observée.

Question 10 Etes-vous favorable à l'apurement du CRCP sur l'ensemble des termes tarifaires ou préférez-vous le maintien d'un apurement sur les seuls termes du réseau aval ?

ENGIE est favorable à un maintien de l'apurement sur les seuls termes du réseau aval, afin de garantir la prévisibilité des termes tarifaires amont. En particulier, la valeur des produits de stockage dépend du tarif PITS, qui n'est pas connu à la date des enchères annuelles.

Question 11 Etes-vous favorable à la proposition de la CRE de répercuter la baisse des souscriptions en entrée et en sortie du réseau de manière équivalente sur l'ensemble des termes tarifaires du réseau amont ?

ENGIE s'interroge sur les chiffres de baisse de souscription présentés. ENGIE estime que la baisse des souscriptions de long terme prévue au cours de la période ATRT7 devrait être partiellement compensée par des souscriptions de court terme, moins importantes mais plus coûteuses. Ainsi la baisse de revenus escomptée par les GRT ne nous semble pas pouvoir atteindre les niveaux annoncés par la CRE.

Indépendamment de cette analyse, ENGIE considère qu'une hausse trop importante des tarifs d'entrée n'est pas dans l'intérêt du marché français, et serait contraire au principe de continuité énoncé par la CRE. L'application d'une hausse aux seuls points sujets à une baisse de souscription serait par ailleurs contraire à la méthode tarifaire.

Par conséquent, ENGIE est favorable à la proposition de la CRE, consistant à répercuter l'impact des baisses de souscriptions à l'ensemble des tarifs du réseau principal.

Question 12 Quelle est votre position sur l'offre de transfert de capacités entre PIR à prix préférentiel selon les modalités proposées par GRTgaz ?

ENGIE partage totalement l'analyse présentée par GRTgaz en Concertation Gaz, qui montre qu'un service de transfert permettrait une meilleure utilisation des capacités souscrites, dans des périodes où le coût de la capacité journalière est supérieur au spread entre places de marché. Un tel service permettrait donc de réduire l'écart entre le PEG et la place de marché adjacente la plus attractive.

ENGIE est donc favorable à cette offre. Concernant les réserves exprimées par la CRE :

- Une possible faible utilisation de cette offre ne peut constituer une justification à son rejet, dans la mesure où elle ne nécessite aucun coût de mise en œuvre.
- ENGIE ne comprend pas en quoi le fait que cette offre ne favorise que les détenteurs de capacités puisse être un problème. Il nous semble naturel et bénéfique au marché que les GRT s'emploient à ce que les produits de capacité qu'ils commercialisent aient la plus grande valeur possible pour leurs clients.

ENGIE recommande une réduction du coût de 10% proposé par GRTgaz. Un alignement sur le niveau de 3% proposé par Fluxys serait raisonnable, et augmenterait l'effet positif de cette offre.

En complément du service de transfert entre PIR, ENGIE souhaiterait que les GRT examinent les possibilités de transfert temporel de capacités.

Question 13 Etes-vous favorable à la possibilité pour un expéditeur de faire évoluer sa souscription de capacités aux PITTM la veille pour le lendemain, tout en conservant l'intégralité du volume de capacités initialement souscrites ?

ENGIE considère que la proposition apporte une souplesse supplémentaire aux expéditeurs, et renforce par conséquent l'attractivité des terminaux français. ENGIE est donc favorable à la proposition de la CRE.

Toutefois, ENGIE suggère d'améliorer cette proposition en y adjoignant un mécanisme de réservation en cours de journée, afin d'utiliser la flexibilité proposée par les terminaux.

Question 14 Etes-vous favorable à l'évolution de la règle d'attribution des capacités au PITTM de Fos à compter de 2021 proposée par la CRE, pour tenir compte de la réduction de la capacité de regazéification à Tonkin ?

ENGIE relève que la formule proposée présente deux écueils :

1. Il n'est pas certain de que la capacité d'émission cumulée de Fos Tonkin et de Fos Cavaou devienne inférieure à la capacité du PITTM dans tous les scénarios. ENGIE souhaite donc que la CRE tienne compte des différents scénarios de capacité à Fos Tonkin.
2. La notion de « capacité de regazéification souscrite par l'expéditeur au niveau du terminal » n'est pas une notion contractuelle et ne fait pas l'objet de publication. ENGIE souhaite donc que la formule soit établie à partir des capacités de réception commercialisées par les opérateurs des terminaux.

Question 15 Etes-vous favorable à l'offre de pooling aux PITTM proposée par GRTgaz ?

ENGIE est favorable à l'offre de pooling proposée par GRTgaz. En effet,

- d'une part elle offre des solutions concrètes aux expéditeurs lors d'événements ne permettant pas un déchargement dans le terminal initialement prévu. Ces situations sont tout à fait réalistes, et peuvent être dues aux conditions météorologiques, aux possibilités d'accès à l'estuaire ou au port, ou au terminal lui-même. Ainsi, un bateau ne pouvant pas décharger à Montoir pourrait se dérouter vers Dunkerque ;
- d'autre part elle renforce l'attractivité des terminaux français par rapport aux terminaux étrangers. Ainsi la cargaison déroutée de Montoir à Dunkerque aurait intérêt à être émise en France plutôt qu'en Belgique ;
- enfin, elle est cohérente avec l'offre d'Elengy.

ENGIE recommande une réduction du coût de 10% proposé par GRTgaz. Comme pour l'offre de transfert de capacité sur les PIR, ENGIE considère qu'un niveau de 3% serait raisonnable, et augmenterait l'effet positif de cette offre.

Question 16 Etes-vous favorable au maintien dans le tarif ATRT7 des principes de tarification du réseau régional en vigueur dans le tarif ATRT6 ?

ENGIE est favorable au maintien des principes de tarification du réseau régional en vigueur. La stabilité de ces principes ne peut que favoriser le raccordement de nouveaux consommateurs.

Question 17 Êtes-vous favorable à une baisse de 8 à 4 des coefficients mensuels du tarif des capacités de janvier et février ?

ENGIE est favorable à la proposition de GRTgaz, et souhaite que le même principe soit retenu pour les tarifs de Teréga et pour les tarifs de distribution. La baisse de ces coefficients peut entraîner des souscriptions mensuelles et journalières complémentaires.

Question 18 Etes-vous favorable à la suppression du 2eme seuil des pénalités pour dépassement de capacité comme proposé par GRTgaz ?

ENGIE s'est régulièrement exprimée pour contester le niveau excessif des pénalités applicables en cas de dépassement de capacités souscrites.

ENGIE est donc favorable à la modification proposée par GRTgaz, et souhaite que la règle soit uniforme entre les deux GRT.

ENGIE souhaiterait, en complément des évolutions proposées dans la consultation :

- Que les pénalités pour dépassement soient calculées comme un maximum des pénalités journalières et horaires, et non comme une somme ;
- que l'évolution du niveau des pénalités s'accompagne d'une harmonisation des possibilités de souscription a posteriori offertes aux expéditeurs en cas de dépassement. La possibilité de souscrire une capacité mensuelle devrait être offerte aux clients transport à l'instar de la distribution, et la possibilité de souscrire une capacité annuelle devrait être offerte aux clients distribution à l'instar du transport ;
- que les GRT examinent la possibilité pour les expéditeurs de souscrire, dans certaines circonstances, des capacités quotidiennes après le début de la journée gazière.

Question 19 Etes-vous favorable à l'arrêt du système de redistribution des pénalités, qui seraient reversées par les GRT via le tarif ?

ENGIE est favorable au maintien du système actuel :

- afin que la redistribution puisse s'effectuer au périmètre des clients raccordés au réseau de transport, qui supportent seuls ce risque de pénalité ;
- pour maintenir le principe de stricte neutralité du dispositif pour le GRT.

Question 20 Etes-vous favorable à la suppression de l'offre d'acheminement interruptible à préavis court ? Si oui, considérez-vous que cette suppression devrait intervenir en parallèle de la mise en œuvre de l'interruptibilité ?

ENGIE ne partage pas le retour d'expérience ni l'analyse de la CRE sur l'IAPC.

En effet, si l'IAPC n'a jamais été activée depuis sa mise en place, ce n'est pas en raison de difficultés à interrompre une CCG (RTE appelle très régulièrement les CCG à la baisse, voire à l'arrêt, sur le mécanisme d'ajustement), et encore moins en raison de la complexité de coordonner l'action de GRTgaz avec celle de RTE puisque cette coordination est bien une manière de prévenir des situations de tensions graves et simultanées sur les systèmes électriques et gaziers. Par ailleurs, ENGIE rappelle que cette coordination est mise en œuvre dans le cadre de la flexibilité intra journalière. L'IAPC n'a jamais été activée car, étant données les conditions très restrictives d'activation (à la fois des températures extrêmes, et des enlèvements très limités sur les points de livraisons situés à proximité), l'IAPC n'a jamais été activable les jours pendant lesquels GRTgaz en aurait eu le besoin.

Par exemple, les CCG auraient pu apporter un service au réseau lors de la congestion Sud-Est de janvier 2017.

ENGIE considère que les sites fortement modulés (SFM) restent un outil de flexibilité unique pour le réseau de transport. Si tel n'était pas le cas, GRTgaz n'aurait pas besoin de solliciter quotidiennement le programme horaire des centrales. ENGIE souhaite que soit pleinement reconnue la contribution spécifique que les SFM peuvent apporter au système gazier, par leur capacité à interrompre leur consommation avec des préavis très courts, ce qui peut notamment aider à résoudre des problèmes de bilan à court terme sur le réseau.

Un rabais tarifaire est donc justifié pour les SFM qui mettent à disposition du réseau cette flexibilité.

Ainsi ENGIE n'est pas défavorable à la suppression de l'offre d'acheminement interruptible à préavis court, sous réserve que les tarifs de la capacité de livraison proposés aux SFM dans le futur ATRT prennent en compte les gains associés à leur caractère interruptible, comme le permettait l'offre IAPC. Cette prise en compte pourrait, par exemple, prendre la forme d'une extension aux SFM de l'offre existante de capacités interruptibles de GRTgaz aux points de livraison industriels. ENGIE se tient à la disposition de GRTgaz et de la CRE pour étudier dans le cadre de la Concertation Gaz un mécanisme de remplacement de l'IAPC.

ENGIE est favorable à la mise en place de ces nouvelles dispositions dès le 1^{er} avril 2020.

Question 21 Etes-vous favorable à la suppression du terme de proximité ?

ENGIE est en désaccord avec la proposition de la CRE, et souhaite le maintien des termes de proximité.

En effet, le terme de proximité :

- a permis le raccordement au réseau français de plusieurs clients frontaliers ;
- bénéficie à des clients dont la localisation minimise les coûts de compression de GRTgaz ;
- modifierait sensiblement le coût de l'énergie pour ces clients ;
- encourage les expéditeurs à utiliser des capacités d'entrée réparties.

Question 22 Etes-vous favorable au maintien de la remise raccordement selon les modalités en vigueur ?

ENGIE souhaiterait disposer d'un retour d'expérience plus approfondi de la remise développement pour se prononcer. En particulier : nombre de clients en ayant bénéficié (industriels ou distributions publiques), parmi ceux-ci clients qui ne se seraient pas raccordés sans l'offre, impact tarifaire.

Question 23 Considérez-vous comme la CRE qu'une extension du périmètre de la compensation stockage aux consommateurs raccordés aux réseaux de transport n'est envisageable qu'avec la mise en œuvre d'un dispositif d'interruptibilité permettant une exonération partielle ou totale de la compensation stockage ?
--

ENGIE partage l'appréciation de la CRE selon laquelle le périmètre de la compensation doit correspondre à celui du filet de sécurité défini par décret. Toutes choses égales par ailleurs, deux

clients similaires ne peuvent subir un traitement différencié en raison de la nature du réseau auquel ils sont raccordés.

ENGIE considère, comme la CRE, que cette évolution doit être concomitante à la mise en place du dispositif d'interruptibilité, rémunérée et non rémunérée, prévu en application de l'article 4 de l'Ordonnance n°2018-1165 du 19 décembre 2018 relative aux obligations en matière de sécurité d'approvisionnement et aux règles de délestage de la consommation de gaz naturel.

Dans ce contexte, ENGIE préférerait disposer de l'ensemble des éléments afférents tant au calcul de la modulation qu'aux mesures d'interruptibilité, avant de pouvoir apporter une réponse plus circonstanciée.

Question 24 Etes-vous favorable à l'envoi d'un signal économique aux producteurs de biométhane concernant la localisation des installations, afin de réaliser en priorité les installations engendrant le moins de contraintes sur le réseau ?

ENGIE n'est pas favorable à l'envoi d'un signal économique **supplémentaire** aux producteurs de biométhane concernant la localisation des installations par rapport au réseau de gaz. En effet, deux mécanismes économiques permettent déjà de favoriser les projets qui engendrent des coûts moindres de raccordement et de renforcement.

- Le critère technico-économique défini dans le décret à venir sur le droit à l'injection viendra limiter naturellement les projets dont les coûts de renforcement seraient trop importants (car le reste à charge pour le producteur aurait un effet dissuasif)
- Au-delà d'une certaine distance de raccordement, les projets de biométhane ne deviennent plus rentables, y compris avec le mécanisme de réfaction. Les producteurs sont ainsi incités à développer leurs projets en tenant compte des contraintes de raccordement. Cela sera d'autant plus accentué que la filière s'est engagée dans une dynamique de baisse des coûts de production.

Nous rappelons par ailleurs que les porteurs de projet doivent également composer avec les contraintes liées aux plans d'approvisionnement et d'épandage, au foncier ainsi qu'à l'acceptabilité locale pour trouver la localisation la plus pertinente. Ainsi, une sur-optimisation de la localisation par rapport aux seules contraintes de réseau nous semble trop complexe à mettre en œuvre sur le terrain.

Enfin, dans tous les cas de figure, ENGIE se positionne en défaveur de la mise en place d'un tarif d'injection qui serait supporté par les acteurs de la filière biométhane. En effet, la philosophie du « droit à l'injection » dont la base législative a été définie dans la loi EGALIM en octobre dernier, était de libérer les nombreux projets bloqués faute de capacité suffisante dans les réseaux et non de faire supporter des coûts supplémentaires aux producteurs. A noter également que l'introduction d'une telle composante tarifaire ajouterait un risque réglementaire (du fait des revues tarifaires périodiques) qui pèserait sur les analyses de rentabilité et nuirait à la confiance des investisseurs et des banques ; là où cette filière en cours de consolidation nécessite au contraire un accompagnement accru de ces derniers.

En conclusion, ENGIE considère que le dispositif actuel est équilibré. Les incitations remplissent l'objectif d'encadrer les coûts de raccordement et de renforcement au bénéfice des projets les moins coûteux pour la collectivité. Nous rappelons qu'il est nécessaire de fixer un cadre lisible et pérenne pour l'accompagnement de cette filière et considérons que seul un premier retour d'expérience de quelques années permettrait de réfléchir à d'éventuels ajustements.

Question 25 Avez-vous toute autre proposition ou remarque sur la structure du tarif ATRT7 ?

ENGIE recommande à la CRE de faire évoluer le tarif des transactions sur le PEG. Le tarif de 0,01 €/MWh actuellement appliqué est sensiblement supérieur aux tarifs pratiqués par les places de marché voisines, et nuit à l'attractivité du PEG, pour un revenu annuel très faible.